

DÉLIBÉRATION N°2021-68

TROP PUISSANT 2021 / 2022

Le mercredi 8 décembre 2021 à 10h, les membres du Conseil d'Administration d'Arsud, régulièrement convoqués, se sont réunis en visioconférence.

ÉTAIENT PRÉSENTS :

Sabrina AGRESTI-ROUBACHE - Michel BISSIÈRE - Christiane BOURBONNAUD –
Josy CHAMBON - Michaël DIAN - Adeline DUMON - Richard GALY - Sophie JOISSAINS –
Michel KELEMENIS - Bénédicte LEFEUVRE - Muriel MAYETTE-HOLTZ - Clémence PARODI -
Elodie PRESLES – Patrick RANCHAIN - Jean-Pierre RICHARD - Jean-Sébastien STEIL

ÉTAIENT REPRÉSENTÉS :

Chantal EYMELOUD a donné sa procuration à Sabrina AGRESTI-ROUBACHE

Bruno GENZANA a donné sa procuration à Jean-Pierre RICHARD

Alexandra MASSON a donné sa procuration à Clémence PARODI

Virginie PIN a donné sa procuration à Michel BISSIÈRE

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'ordonnance n°2020-391 du 1er avril 2020 visant à assurer la continuité du fonctionnement des institutions locales et de l'exercice des compétences des collectivités territoriales et des établissements publics locaux afin de faire face à l'épidémie de covid-19,

VU la délibération n°19-586 du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du 16 octobre 2019 portant modification des statuts de la Régie culturelle régionale et intégration de l'Arcade.

VU la délibération de ce jour portant sur le Débat d'Orientation Budgétaire 2022,

Considérant :

- Qu'il entre dans les objectifs d'Arsud de promouvoir l'activité artistique, et tout particulièrement la musique, auprès des jeunes, notamment les lycéens et apprentis,
- Qu'une pratique et une écoute incontrôlées des musiques amplifiées exposent les jeunes à de graves traumatismes auditifs, parfois irréversibles,
- Que dans ce but, l'opération « TROP PUISSANT » initiée en 2002, puis renouvelée chaque année, a remporté un important succès auprès des équipes pédagogiques, des responsables de médecine scolaire et des lycéens et apprentis de la région,
- Qu'il est donc convenu de continuer et faire évoluer l'opération en abordant notamment d'autres risques qui concernent aujourd'hui la jeunesse,



Le Président propose au Conseil d'Administration :

- De renouveler l'opération Trop puissant, qui se concrétise par l'organisation de 10 à 13 séances de prévention, avec le concours d'un artiste pour un temps de concert de musiques urbaines et/ou simplifiées, un temps pédagogique avec la diffusion d'une vidéo d'animation sur la prévention des risques auditifs, et un temps interactif d'échange et de débat avec les lycéens,
- Qu'Arsud puisse produire et financer l'ensemble des frais nécessaire à la constitution de ce nouveau format et à sa diffusion en région avec un réseau de lieux et salles partenaires,
- Qu'Arsud puisse produire et réaliser, par le service des prestataires, la vidéo d'animation sur la prévention des risques auditifs, notamment par la ré-exploitation d'éléments du film « Trop Puissant » produit en 2021, et puisse prendre en charge tous les frais inhérents à cette production : animation, voix off, montage...
- D'assurer la rémunération, droits et redevances des ayants droits du film « Trop puissant » dans le cadre de la ré-exploitation des contenus pour la production de la vidéo,
- Qu'Arsud puisse prendre en charge la rémunération, les salaires, les différents droits et redevances des artistes participants à l'opération, ainsi que l'ensemble des intervenants (animation, expertises)
- De rémunérer un prestataire santé Urapeda, ou d'autres organismes équivalent, pour leurs participations à l'opération sur l'ensemble des dates de la tournée, ainsi que la constitution d'outils d'évaluation auprès des lycéens,
- De prendre en charge la rémunération d'un avocat spécialisé pour accompagner Arsud dans la rédaction et la négociation des différents accords et contrats pour l'opération
- De signer contrats et conventions avec le groupe et les salles de spectacles, ce qui entraînera des frais liés à : l'utilisation de salles de concert, l'installation technique, la location de véhicules, l'achat de prestations, le déplacement et l'hébergement de musiciens et techniciens, la rémunération du groupe, le paiement des droits d'auteur à la SACEM, le recours à du personnel extérieur, technique et administratif,
- D'accueillir en répétition dans les locaux d'Arsud et/ou salles de diffusion de la région l'Artiste de musique urbaine pour des répétitions avant le début de la tournée.
- D'organiser avec l'ensemble des intervenants et prestataires une journée de « filage » à l'Ateliers, avec l'ensemble des prises en charge nécessaire : rémunérations, transports, repas...
- D'autoriser Laurent Genre, détenteur de la licence d'entrepreneur de spectacles, à signer les contrats de cessions de spectacles des artistes ainsi que l'embauche des techniciens intermittents nécessaires au montage et démontage,
- De prendre en charge l'ensemble des coûts afférents à l'accueil des lycéens, particulièrement les besoins en matériels sanitaires (gel hydroalcoolique, masques...) et de prévention,
- De déroger aux principes de remboursement des frais de la Fonction Publique Territoriale en matière de transport, hébergement et restauration dans le cadre des contrats de cession de spectacle pour les artistes et donc d'adopter le tarif SYNDEAC à la place,

REQUÊTE

- De déroger au principe de remboursement de la Fonction Publique Territoriale pour le personnel d'Arsud concerné y compris les techniciens intermittents pour les frais d'hébergement et de restauration, lorsqu'il n'est pas possible de trouver un hôtel et de se restaurer conformément au barème de la Fonction Publique Territoriale. De ce fait, il convient d'autoriser la prise en charge aux frais réels sur présentation des factures correspondantes, dans la limite de 150,00 € TTC par nuitée (petit déjeuner compris) et de 25,00 € TTC par repas (midi et/ou soir),
- De prendre en charge la diffusion des documents de communication nécessaires à la connaissance du dispositif sur le territoire régional,
- De procéder à l'achat de bouchons d'oreille jetables,

Les crédits correspondants seront prévus aux chapitres 011 et 012 du budget d'Arsud.

Après avoir délibéré, adopté à l'unanimité.

Fait à Bouc-Bel-Air, le 08 décembre 2021

Le président du Conseil d'Administration
Monsieur Michel BISSIÈRE

